

Partie 1 Généralités

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 01 – Informations générales sur les travaux.
- .2 Section 01 14 00 – Restrictions visant les travaux.
- .3 Section 01 52 00 – Installations de chantier.
- .4 Section 01 74 21 – Gestion et élimination des déchets de construction
- .5 Section 01 74 25 – Déchets solides et matériaux secs
- .6 Section 02 41 16 – Démolition des constructions

1.2 DESCRIPTION

- .1 La présente section décrit les exigences environnementales relatives au Projet. L'Entrepreneur est responsable de respecter ces exigences en tout temps durant la réalisation des travaux visés par le présent devis.
- .2 D'autres sections peuvent également contenir des exigences spécifiques concernant la protection de l'environnement. L'Annexe A de ce document présente la liste des mesures d'atténuation devant être respectées au même titre que les éléments du présent devis. Ces exigences spécifiques sont donc supplémentaires aux exigences prescrites dans la présente section. En cas de contradiction, l'exigence la plus restrictive doit être respectée.

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Contamination, pollution et dommages à l'environnement : Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes et/ou qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 Développement durable : Concept global permettant la prise en considération du caractère indissociable des dimensions environnementales, sociales et économiques, visant une équité entre ces aspects et s'appuyant sur une vision à long terme des activités de développement.
- .3 Espèce envahissante : Espèce étrangère à l'écosystème où elle se trouve, mais capable de s'y reproduire et susceptible d'avoir des effets nuisibles sur l'économie, l'environnement ou la santé humaine. Ce genre d'organisme nuisible comprend, outre des plantes, certains animaux, champignons et microorganismes qui représentent également une menace à l'endroit de la biodiversité.
- .4 Protection de l'environnement : Prévention/maîtrise de la contamination, de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la

pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.

1.4 RÉFÉRENCES

Sans s'y limiter, les principales lois, règlements, autorisations et lignes directrices applicables sont :

- .1 Gouvernement du Canada :
 - .1 *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) (LCPE).*
 - .2 *Loi de 2001 sur la marine marchande.*
 - .3 *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses.*
 - .4 *Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés.*
 - .5 *Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.*
 - .6 Documentation du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME).
 - .7 *Code de pratique pour la gestion environnementale des sels de voirie.*
 - .8 *Stratégie fédérale de développement durable, de même que Stratégie de durabilité du PASCf et son plan de mise en œuvre (Punt et Lomas-Jylha, 2012).*
 - .9 *Loi sur la protection de la navigation (LPN).*
 - .10 Approbation en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation (LPN).*
 - .11 Toute autre loi, règlement ou ligne directrice pertinente au Projet.
- .2 Gouvernement du Québec :
 - .1 *Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).*
 - .2 *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC).*
 - .3 *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (REIMR).*
 - .4 *Règlement sur les lieux d'élimination de neige.*
 - .5 *Règlement sur les matières dangereuses (RMD).*
 - .6 *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RPRT).*
 - .7 *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés (RSCTSC).*
 - .8 *Règlement sur le transport des matières dangereuses.*
 - .9 *Règlement sur la qualité de l'atmosphère.*
 - .10 *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables.*
 - .11 *Politique de protection des sols et de réhabilitation des sols contaminés.*
 - .12 *Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés.*
- .3 Ministère des Transport du Québec :

- .1 Ouvrages routiers, Normes, Tome II – Construction routière.
- .4 Études et rapports seront remis à l'Entrepreneur qui aura obtenu le mandat :
 - .1 WSP 2017. *Sécurisation du quai de Mont-Louis en Gaspésie, Évaluation des effets environnementaux*. Rapport produit pour Transports Canada. No projet : 151-09740-02. 8 chapitres et annexes.
 - .2 EnviroServices, 2017. *Caractérisation environnementale des sédiments et du remblai du quai, quai commercial de Saint-Maxime-du-Mont-Louis*. Préparé pour Services publics et Approvisionnement Canada et Transports Canada. 42 pages + Annexes
 - .3 Franz Environnement, 2015. *Plan de gestion de la contamination et des déblais (volets 1 à 3 : Synthèse des informations environnementales, évaluation des plans de gestion et élaboration du programme de suivi) quai de Mont-Louis, Gaspésie, Québec*. Préparé pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. 60 pages + Annexes.

1.5 SPÉCIALISTE EN ENVIRONNEMENT

- .1 L'entrepreneur devra engager, à ses frais, un Expert-conseil en environnement, afin **d'élaborer et mettre en œuvre** un programme de protection de l'environnement tel que défini dans la section suivantes et mettre en application l'ensemble des mesures environnementale identifiées dans le présent devis.
- .2 L'Expert-conseil en environnement qui sera au service de l'Entrepreneur devra posséder au moins dix (10) années d'expérience dans la surveillance environnementale de chantier. Il devra être en mesure de réaliser un programme de protection de l'environnement, de procéder conformément aux normes du MDDELCC à l'échantillonnage des sols et des eaux.
- .3 L'entrepreneur devra fournir au Représentant ministériel le curriculum vitae de l'Expert-conseil qui réalisera les travaux précédemment. Le Représentant ministériel pourra refuser l'Expert-conseil s'il ne présente pas l'expérience souhaitée.

1.6 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre un Programme de protection de l'environnement au Représentant ministériel aux fins d'examen et d'approbation.
- .2 Les mesures prévues au Programme de protection de l'environnement doivent permettre d'assurer que les activités génèrent le moins de matières résiduelles et le moins de substances toxiques ou indésirables possible dans l'environnement ainsi que le moins de nuisance possible pour les riverains des travaux.
- .3 Les mesures comprises dans le Programme de protection de l'environnement doivent être présentées suivant un niveau de détail qui est en accord avec les problèmes environnementaux et avec les travaux à exécuter.

- .4 Le Programme de protection de l'environnement doit permettre au Représentant ministériel de vérifier que les mesures qui seront mises en œuvre par l'Entrepreneur permettront de minimiser les risques d'impacts sur l'environnement et de rencontrer les exigences de la présente section et des sections connexes en matière d'environnement et de développement durable lors de l'exécution des travaux.
- .5 L'acceptation du Programme de protection de l'environnement par le Représentant ministériel ne dispense pas l'Entrepreneur de mettre en œuvre des mesures supplémentaires ou de modifier les mesures existantes si la réglementation applicable n'est pas respectée ou si les exigences des autorisations (autorisation municipale, provinciale, permis, approbation) des autorités compétentes ou les exigences du présent devis ne sont pas rencontrées en cours de réalisation des travaux.
- .6 Le Programme de protection de l'environnement doit comprendre au minimum, les informations qui suivent :
 - .1 Rôle, responsabilité et organisation :
 - .1 Le nom, le numéro de téléphone et le rôle des personnes devant veiller à l'application et au respect du Programme.
 - .2 Un organigramme où le Responsable en environnement de l'Entrepreneur aura l'autorité requise afin d'intervenir et d'arrêter en tout temps, les travaux si les exigences ne sont pas respectées.
 - .2 Un aperçu complet, par activité, des problèmes et risques environnementaux connus ou potentiels à résoudre durant les travaux.
 - .3 Les plans des différentes zones à l'intérieur de l'aire des travaux, montrant les activités prévues dans chaque zone et sur chaque site et indiquant les aires à utilisation restreinte ainsi que les aires interdites d'utilisation (tels les berges à l'extérieur de la plate-forme temporaire). Ces plans doivent comprendre des mesures pour marquer les limites des aires utilisables et des méthodes de protection des éléments se trouvant à l'intérieur des zones de travail autorisées et devant être préservés.
 - .4 Les plans et dessins montrant l'emplacement et la conception des chemins d'accès (s'il y a des sites à l'extérieur de l'aire des travaux) et des aires temporaires de travaux et s'il y a lieu, des ouvrages de retenue, de collecte, d'entreposage, de confinement, de traitement et de rejet des eaux usées, des installations sanitaires, des aires de lavage et de décontamination des débris et des équipements, des dépôts de matériaux.
 - .5 Les plans et dessins illustrant les méthodes qui seront employées pour maîtriser les eaux de ruissellement, contrôler l'érosion et le transport des sols ainsi que pour confiner les matériaux sur le chantier incluant leur emplacement.
 - .6 Les mesures à mettre en œuvre afin d'assurer :
 - .1 La prévention de l'érosion des sols.
 - .2 La protection de la qualité de l'eau de surface.
 - .3 La gestion adéquate des eaux usées (si nécessaire le surnageant des camions, eaux de lavage/nettoyage, eaux de procédé, eaux usées, eaux traitées, etc.).

- .4 La prévention de la contamination.
- .5 La prévention de la pollution de l'air.
- .6 La gestion des nuisances.
- .7 La réduction et la gestion des matières résiduelles.
- .8 La protection du territoire.
- .9 La protection de la faune et de la flore.
- .10 L'utilisation efficiente et écologique des ressources.
- .11 La protection des infrastructures commerciales et industrielles.
- .7 La procédure pour la détection des non-conformités, leur traitement et la mise en place des actions correctives et préventives.
- .8 La liste des substances potentiellement dangereuses qui seront utilisées sur le chantier (incluant les produits chimiques et pétroliers).
- .9 La liste des sites de gestion finale des matières résiduelles et des sols contaminés et non contaminés accompagnée d'une copie des permis et autorisations démontrant que ces sites sont autorisés à recevoir les matériaux leur étant destinés.
- .10 Un Plan de formation et de sensibilisation incluant :
 - .1 Une description du Plan de formation et de sensibilisation du personnel affecté à la protection de l'environnement, incluant un « tool box meeting – volet environnement » au réunion de chantier prévu au deux semaines mais avec des réunions au besoin en fonctions des étapes de réalisation et une revue des risques et mesures à prendre, avant toute nouvelle activité;
- .11 Un Plan des mesures d'urgence en cas de déversement incluant :
 - .1 Schéma de communication.
 - .2 Schéma d'intervention.
 - .3 Le nom et les coordonnées des intervenants (Responsable de la mise en œuvre, Responsable de l'intervention, Représentant ministériel, Entreprise experte en récupération de déversement, Urgence de la Garde Côtière Canadienne, Urgence Environnement Canada, Urgence ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], etc.).
 - .4 Champs d'application et contenu.
 - .5 Activités à risque.
 - .6 Plan de prévention.
 - .7 Préparation à l'intervention (équipement, formation, simulation).
 - .8 Procédures d'intervention.
 - .9 Procédures de communication (rapports à produire).
 - .10 Le Plan des mesures d'urgence en cas de déversement doit être conforme aux exigences de l'étude d'impact sur l'environnement, des autorisations pour le Projet et de la norme ISO 14001 et doit couvrir l'ensemble des activités visés par le présent mandat jusqu'à la prise en charge finale des sols excavés par les sites de gestion finale, ce qui inclut les risques associés à leur mode de transport, quel qu'il soit.

.7 Rapports de déversement :

- .1 Transmettre le « rapport sommaire » de déversement au Représentant ministériel dans les vingt-quatre (24) heures suivant le début de l'évènement.
- .2 Transmettre le « rapport détaillé » de déversement au représentant du Ministère dans les soixante-douze (72) heures suivant le début de l'évènement.

1.7 PRÉVENTION DE L'ÉROSION ET DU LESSIVAGE DES SOLS

- .1 Prendre les mesures nécessaires, y compris la surveillance des travaux et la production de rapports, afin de vérifier la conformité des mesures avec les lois et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, avec les exigences du document *Ouvrages routiers, Normes, Tome II – Construction routière* du ministère des Transports du Québec.
- .2 Sur les aires de travail, limiter la dispersion des sols par les eaux de ruissellement en utilisant des barrières à sédiment, des fossés de détournement vers des zones de végétation ou des bassins de sédimentation ou tout autre moyen.
 - .1 Clôture anti-érosion : Ensemble préassemblé, prêt à être installé, consistant en un géotextile attaché à des poteaux devant être enfoncés dans le sol. Le géotextile doit avoir une texture et un aspect uniformes; il ne doit présenter ni défaut, ni point faible, ni déchirure susceptible de compromettre ses qualités physiques.
- .3 Limiter l'empiètement sur le milieu marin à la zone prévue d'aménagement temporaire (plate-forme de travail temporaire) requis pour la réalisation des travaux. Protéger les bandes riveraines telles que définies par la *Politique de protection des rives du littoral et des plaines inondables* du MDDELCC ou par la réglementation de la municipalité ou de la MRC concernée.
- .4 Avant de réaliser la plate-forme de travail temporaire, mettre en place une membrane géotextile recouverte d'une sous-couche de matériel fin et tel qu'indiqué au plan afin d'éviter qu'elle ne soit perforée.
- .5 La circulation des engins (machinerie, camion tout autre équipement) est interdite sur les berges.
- .6 Orienter les eaux de ruissellement et de drainage de façon à ce qu'elles contournent les secteurs où les sols sont sensibles à l'érosion. S'il n'est pas possible de les éviter, mettre en place des aménagements de protection (berme, rigole de détournement).
- .7 S'assurer que des mesures sont prises pour limiter l'érosion des sols mis à nu et les déblais issus des activités d'excavation et de remblayage pour éviter que des matières en suspension (MES) n'atteignent le milieu marin. Au besoin, recouvrir les surfaces dénudées ou les matériaux mis en pile.
- .8 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.

1.8 TRANSPORT DES MATÉRIAUX

- .1 Le transport des matériaux sur les routes publiques jusqu'au site des travaux ou vers des sites de disposition pourra se faire du lundi au samedi inclusivement à moins d'avis contraire des autorités compétentes. Le transport sera interdit les dimanches et les jours fériés.
- .2 Le transport des matériaux à travers la municipalité pourra débuter à 7 h et se terminer à 19 h durant la haute saison touristique (juillet et août). Le transport à l'extérieur de ces heures pourrait être prolongé, au besoin, jusqu'à 22 heures.
- .3 Limiter la vitesse de roulement des véhicules sur la 7e et 10e Rues en deçà des limites normalement permises.
- .4 Effectuer une surveillance continue de la propreté des 7e et 10e Rues et routes d'accès et procéder à leur nettoyage, lorsque requis.
- .5 Assurer une surveillance lors du passage des véhicules surdimensionnés (pelles mécaniques sur plateforme de transport) sur la 7e et la 10e Rues afin d'assurer l'intégrité des fils électriques croisant la route.
- .6 L'Entrepreneur devra veiller au bon fonctionnement des camions utilisés. Tout camion et autre mode de transport émettant un niveau sonore non conforme à la réglementation ou jugé non acceptable par le Représentant ministériel soit au-dessus de la normale devra cesser le transport des matériaux ou être réparé ou modifié afin de le rendre acceptable.
- .7 L'Entrepreneur devra utiliser une signalisation adéquate et coopérer avec la municipalité, le Représentant ministériel et autres autorités compétentes afin de minimiser l'impact du transport sur la vie des résidents dans le voisinage du parcours des camions et du site des travaux.
- .8 L'Entrepreneur doit mettre en place des mesures pour empêcher la dispersion des boues et des sols contaminés à l'extérieur de l'aire de travail (à l'extérieur du chantier). L'Entrepreneur devra soumettre la méthode qu'il préconise pour empêcher la dispersion des sols au Représentant ministériel pour approbation. Peu importe la méthode utilisée (un lit de pierre, une aire de lavage, etc.), l'Entrepreneur devra entretenir et gérer les boues et s'il y a lieu, les eaux récupérées à la suite du passage des camions. Les résidus (les sols) récupérés devront être mis en piles sur une surface étanche et recouverte d'une membrane étanche (s'il y a lieu, les eaux de lavage récupérées et mis dans un bassin ou un réservoir étanche). Ils seront analysés afin de déterminer la qualité de ces résidus et disposés en fonction des résultats d'analyses. Le nombre d'échantillon prélevé pour déterminer la qualité des résidus doivent respecter les normes d'échantillonnage des guides du MDDELCC.
- .9 Nettoyer régulièrement les voies publiques à l'aide d'un balai mécanique.
- .10 Avant le début des travaux, l'Entrepreneur conjointement avec le Représentant ministériel prendra des photographies et un vidéo de la 7^{ième} et la 10^{ième} Rues. À la suite des travaux, l'Entrepreneur devra remettre les voies de circulation dans un état au moins égal à leur état initial et dans les meilleurs délais. Les photographies et la vidéo serviront de référence de l'état initial des rues.

1.9 PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE, DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

.1 Protection contre les espèces envahissantes :

.1 Les écosystèmes marins sont vulnérables à la venue d'espèces allochtones ou envahissantes entre autres, lors de la réalisation de travaux nécessitant des équipements flottants. Afin d'éviter l'introduction d'espèces allochtones envahissantes dans l'écosystème naturel lors de la réalisation de travaux en milieu marin avec des équipements flottants, les mesures suivantes devront être respectées. Les risques d'introduction d'espèces allochtones sont minimalisés par l'utilisation d'équipements marins propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux. Ainsi :

.1 Pour les équipements qui ont été nettoyés et entreposés sur la terre ferme juste avant la réalisation des travaux, l'Entrepreneur doit :

.1 Fournir, par écrit, au Représentant ministériel, une liste de ces équipements, le lieu d'entreposage et la date envisagée pour la mise à l'eau. Le Représentant ministériel doit être en mesure de vérifier si les équipements étaient bien propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux.

.2 Pour les équipements déjà à l'eau, l'Entrepreneur doit démontrer, à ses frais, que ces équipements flottants sont exempts d'espèces envahissantes au moment de les mobiliser vers le site des travaux. Ainsi :

.1 L'Entrepreneur doit fournir un rapport d'inspection écrit, immédiatement avant la mobilisation de ces derniers vers le lieu des travaux, certifiant qu'ils sont exempts d'espèces envahissantes. Le rapport d'inspection doit être réalisé par un biologiste qualifié dans l'identification de la faune benthique. L'échantillonnage doit être effectué par des plongeurs. Le rapport doit contenir, sans toutefois s'y limiter, l'information suivante : la liste des équipements inspectés (remorqueurs, chalands, etc.), la date et le lieu de l'inspection, un résumé des protocoles d'échantillonnage et d'identification, la liste des échantillons, un tableau des résultats et une attestation concernant la présence ou l'absence d'espèces envahissantes. Le rapport doit contenir des photographies et être signé par le biologiste compétent avant d'être remis au Représentant ministériel avec les autres documents contractuels exigés, et ce, avant la mobilisation des équipements.

.2 Dans l'éventualité où le rapport d'inspection confirme la présence d'espèces envahissantes, l'Entrepreneur est tenu de remplacer l'équipement ou de procéder, à ses frais, au nettoyage complet de l'équipement. La description des travaux de nettoyage effectués doit être incluse dans le nouveau rapport d'inspection (après nettoyage) avec toute l'information pertinente mentionnée précédemment.

.3 Le Représentant ministériel se réserve le droit d'effectuer une contre-expertise en tout temps. Dans l'éventualité que des espèces envahissantes sont observées, l'Entrepreneur doit interrompre les travaux et procéder, à ses frais, au nettoyage des équipements visés et suivre la procédure mentionnée précédemment.

.2 Minimalisation de la remise en suspension

- .1 L'Entrepreneur doit mettre toutes les mesures nécessaires en place afin de minimaliser la remise en suspension de sédiments et la dispersion de MES pendant les travaux d'excavation, de mise en place de la pierre, du cassage et la manipulation des dalles de béton se trouvant sous l'eau et des différentes structures sous-marine.
- .2 Les travaux seront réalisés en fonction des niveaux de marée. L'entrepreneur devra planifier ses travaux de manière à ce que sa machinerie soit toujours sur des surfaces exondées. Pour les travaux en eau les plus susceptibles de générer des émissions de MES et de turbidité, l'entrepreneur devra privilégier leur réalisation à marée basse.
- .3 Cesser les activités lorsque les conditions météorologiques sont défavorables et qu'elles risquent de nuire au contrôle des émissions de MES dans le but d'empêcher la dispersion ou la propagation des sols, des sédiments et des contaminants dans l'eau.
- .4 Assurer en tout temps une surveillance visuelle de la dispersion des MES.
- .5 Le critère de qualité de l'eau à respecter à toutes les profondeurs à 100 m de la limite des travaux d'enrochement est de 25 mg/L de MES en surplus de la teneur ambiante (non influencée par une source ponctuelle de MES, par une pluie importante ou par la fonte).
- .6 Il est interdit d'entreposer la pierre ou les débris provenant de la démolition dans le milieu aquatique et sur les berges à l'exception de la zone identifiée pour aménager une plate-forme temporaire.
- .7 Tous les granulats grossiers (les grosses pierres) utilisés dans le cadre de ce projet devront être propres.
- .8 Les matériaux granulaires avec une portion fine, provenant de l'extérieur du chantier, devront être accompagnés de leurs certificats d'analyse physico-chimique démontrant qu'ils sont exempts de contamination. La proportion d'analyse par volume devra respecter les guides et cahiers de référence pour les travaux d'échantillonnage environnemental du MDDELCC.
- .9 Lors de la déposition des matériaux sur le fond marin, réduire la vitesse de descente et de remontée de la pelle et éviter de traîner la pelle sur le fond dans le but d'aplanir les surfaces à travailler afin d'éviter la remise en suspension des sédiments et l'augmentation des MES.
- .10 Déposer les matériaux directement sur le fond marin, plutôt que vider le contenu du godet lors de sa descente pour réduire l'augmentation des MES.
- .11 Maintenir en tout temps le chantier propre et récupérer au fur et à mesure les débris pouvant s'être retrouvé dans le milieu aquatique.

.3 Faune et flore terrestre :

- .1 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et sur les propriétés adjacentes ainsi que de tout élément sensible. Lorsque des travaux sont requis à proximité d'arbres, arbustes ou autres plantes, délimiter et assurer la zone de protection optimale tel que prescrit par les normes d'aménagement.
- .2 Avant l'aménagement de l'aire temporaire de travail, vérifier la présence d'individus ou de nids habités; en cas de présence, aviser le Représentant ministériel avant de procéder à l'aménagement pour obtenir des instructions additionnelles.

- .3 Effectuer l'aménagement (si nécessaire) sur les berges avant la période de reproduction et de couvaison pour les oiseaux qui se déroule normalement entre le 1^{er} mai et le 1^{er} août.
- .4 Il est interdit de circuler sur la berge à l'extérieur de l'aire de travail temporaire.
- .5 En aucun cas, excéder les limites de l'emprise des travaux prévue au devis.
- .4 Déglçage et dèneigement :
 - .1 L'Entrepreneur peut procéder au besoin à l'épandage d'abrasifs, mais doit cependant prendre tous les moyens nécessaires pour réduire au minimum les impacts sur les écosystèmes aquatiques situés à proximité du chantier.
 - .2 L'utilisation de sels de déglçage ne sera pas autorisée dans la zone des travaux à moins d'une autorisation particulière du Représentant ministériel.
 - .3 Les neiges ayant reçu des sels de déglçage et des abrasifs devront faire l'objet d'un enlèvement et d'un transport en vue de leur élimination définitive dans un lieu d'élimination pour lequel a été délivré un CA conformément au *Règlement sur les lieux d'élimination de neige*.
 - .4 En l'absence d'épandage de sels de déglçage, l'Entrepreneur peut repousser la neige sans l'enlever. Les endroits où une telle manœuvre doit être effectuée doivent être approuvés par le Représentant ministériel et ces endroits doivent être remis dans leur état initial à la fin des travaux.
 - .5 Il est interdit de procéder au déchargement des neiges usées dans ou en bordure des cours d'eau. Dans l'éventualité où l'Entrepreneur entend implanter des dépôts de neiges usées, il doit soumettre sa demande pour approbation au représentant du Ministère et obtenir les autorisations requises auprès du MDDELCC, à moins de prendre entente avec un site autorisé.

1.10 GESTION DES EAUX USÉES (SURNAGEANT PROVENANT DES SOLS EXCAVÉS OU DES CAMIONS, LAVAGE/NETTOYAGE, ETC.)

- .1 L'Entrepreneur est responsable de la gestion des eaux générées durant l'exécution de ses travaux, soit les eaux, s'il y a lieu, des sols excavés (le surnageant, eaux de lavage de la benne, le cas échéant), de transport, d'entreposage, d'assèchement et de traitement des matériaux excavés ainsi que de toute activité de construction.
- .2 Prendre les mesures et mettre en œuvre les procédures nécessaires pour la gestion et/ou l'évacuation efficace des eaux usées provenant des activités de construction, d'excavation, d'assèchement, de traitement et de toute autre activité de l'Entrepreneur.
- .3 Prendre les mesures et mettre en œuvre les procédures nécessaires pour le traitement efficace des eaux usées afin que celles-ci respectent les critères ou les normes de qualité permettant leur rejet.
- .4 L'Entrepreneur doit être en mesure en tout temps de fournir les preuves que ses effluents respectent les normes ou les critères applicables sur demande du Représentant ministériel.

- .5 Si applicable les systèmes de gestion des eaux mis en place doivent permettre de gérer la totalité des eaux générées durant les travaux et durant les activités de transport, d'entreposage, de traitement et d'assèchement des matériaux excavés.
- .6 Les résultats doivent être consignés et disponibles en tout temps pour les besoins à la demande du représentant du Ministère.
- .7 L'Entrepreneur doit réaliser l'ensemble des essais et analyses exigées par les autorités compétentes.
- .8 L'Entrepreneur doit tenir un registre des résultats des analyses chimiques effectuées sur les eaux de rejet et le fournir à la demande du Représentant ministériel. Ce registre doit inclure le point de prélèvement ainsi que la date et l'heure de prélèvement.

1.11 PRÉVENTION DE LA CONTAMINATION

- .1 Matières dangereuses et produits pétroliers :
 - .1 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les substances potentiellement dangereuses soient mises en suspension dans l'air ou soient introduites dans le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface.
 - .2 Prendre les mesures nécessaires pour que l'entreposage et la manutention des substances potentiellement dangereuses soient conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables.
 - .3 Prendre les mesures nécessaires pour la gestion adéquate des sols contaminés ou potentiellement contaminés (taches, odeurs, présence de débris) lors des activités de construction.
 - .4 Favoriser l'évacuation vers un site autorisé au fur et à mesure de leur excavation. Si un entreposage temporaire s'avère indispensable, aménager une surface imperméable dotée d'une capacité de rétention et recouvrir les matériaux entreposés avec des bâches imperméables pour les protéger des intempéries.
 - .5 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher les fuites et les déversements de produits chimiques.
 - .6 Placer les bidons ou récipients contenant des hydrocarbures et autres produits dangereux dans un bac ou entre des bermes étanches ayant la capacité de recueillir 110 % du maximum des réserves pouvant être entreposées.
 - .7 Prendre des moyens appropriés pour l'entreposage et le confinement des matières dangereuses (carburants et solvants).
 - .8 Ne pas entreposer de produits pétroliers, ou toute autre matière dangereuse, à moins de 30 m de la rive.
 - .9 Ne pas manipuler de produits pétroliers, ou toute autre matière dangereuse, à moins de 30 m de la rive, à l'exception du ravitaillement par camion-citerne des équipements flottants ou des équipements terrestres.
 - .10 Exécuter sous surveillance continue toutes manipulations de carburant, d'huile, d'autres produits pétroliers ou de contaminants y compris le transvidage afin d'éviter les déversements accidentels.

- .11 L'Entrepreneur doit disposer, à l'endroit de chaque équipement de travail, de barils étanches destinés à recevoir les matériaux souillés par des hydrocarbures ou autres substances potentiellement dangereuses. Les barils doivent être clairement identifiés et respecter la réglementation applicable.
- .2 Équipements :
 - .1 Tout équipement et toute machinerie doivent être exempts de fuites et être en excellent état de fonctionnement. Un rapport d'inspection des équipements et certifiant leur bon état doit être soumis avant que ce dernier soit mobilisé au chantier. Tout équipement présentant une ou des fuites doit être mis hors service dans l'immédiat. La fuite doit être contenue le plus rapidement possible et l'équipement doit être réparé pour éliminer la fuite dans les plus brefs délais. À défaut de se conformer à cette exigence, le Représentant ministériel peut exiger que l'Entrepreneur évacue l'équipement concerné du chantier.
 - .2 Maintenir les engins de chantier et les camions en parfait état de fonctionnement. Vérifier quotidiennement la présence de fuite de contaminants sur le matériel, qui doit être réparé immédiatement, le cas échéant.
 - .3 Avant le début des travaux, identifier une aire d'entretien de la machinerie, d'entreposage et de manipulation des matières dangereuses. Ce site doit être situé à au moins 30 m d'un cours d'eau.
 - .4 La maintenance des véhicules, de la machinerie, l'installation de latrines temporaires, et tout autre entreposage ou autres activités pouvant impliquer le déversement de substances potentiellement dangereuses ou de contaminants n'est pas permis à moins de 30 m d'un plan d'eau.
 - .5 Éloigner la machinerie du cours d'eau dès qu'elle n'est plus utilisée.
 - .6 Faire l'entretien de tout équipement mécanique sur une surface imperméabilisée.
- .3 Sols contaminés:
 - .1 Si des sols présentant des indices de contamination (tache, odeur, présence de débris, etc.) autre que ceux identifiés au devis sont rencontrés lors de travaux d'excavation, respecter les exigences prescrites à la section 01 74 25 – Déchets solides et matériaux secs.
 - .4 Assurer la mise en place d'ouvrages et de mesures (géomembrane/béton/enrobé bitumineux, système de collecte, de confinement et de traitement, si requis, des eaux de ruissellement et de lixiviation, etc.) afin d'assurer l'imperméabilité des zones d'entreposage et de manutention des matériaux contaminés (débris, sédiments, matières dangereuses résiduelles, sols contaminés, eaux souillées, etc.) évitant ainsi la migration de contaminants vers les sols, la nappe phréatique sous-jacents et les eaux de surface.

1.12 PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

- .1 Généralités :
 - .1 Il est interdit de brûler des matières résiduelles à ciel ouvert.
 - .2 Assurer le contrôle des émissions produites par l'équipement et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.

- .2 Gaz à effet de serre et autres contaminants :
 - .1 Réduire les déplacements sur le site et vers l'extérieur du site afin de limiter la consommation de carburant.
 - .2 L'Entrepreneur ne doit pas laisser fonctionner inutilement les moteurs des engins de chantier et des camions lorsque ces derniers ne sont pas utilisés.
 - .3 Limiter au maximum le recours à des génératrices fonctionnant avec des carburants fossiles.
 - .4 Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement afin de minimaliser l'émission de contaminants atmosphériques.
 - .5 Adapter les opérations de façon à réduire les émissions de contaminants atmosphériques en combinant les activités utilisant de la machinerie, en adoptant un plan de réduction de la marche au ralenti (*idle reduction plan*) et en utilisant des dispositifs d'arrêt automatique du moteur lors de marche au ralenti prolongée.
 - .6 Minimaliser l'utilisation des équipements consommant de grandes quantités de carburant et utiliser des carburants plus propres, tel que le diesel à très faible teneur en soufre.
 - .7 Si nécessaire, utiliser des produits à faible teneur en COV.
- .3 Poussières :
 - .1 Durant le transport, les matériaux contenant des particules fines doivent être recouverts de bâches fixées solidement.
 - .2 Si l'Entrepreneur doit utiliser un abat-poussière, celui-ci doit utiliser que de l'eau.
 - .3 Surveiller visuellement l'émission de poussières et prendre action afin de la contrôler au besoin. Des mesures d'atténuation telles que le recouvrement ou l'arrosage des matériaux (déblais ou autres) seront exigées par le Représentant ministériel si l'emportement de particules est visible à plus de 5 m du point d'origine.
 - .4 Éviter la réalisation de travaux de concassage lors de journée de grands vents soufflant vers le camping et les résidences
 - .5 Contrôler les émissions de poussière en provenance du concasseur par une vaporisation (eau) des équipements de confinement
 - .6 Recouvrir les empilements de matériaux excavés asséchés et les remblais.
 - .7 Le Représentant ministériel peut interrompre les travaux en tout temps s'il juge que les moyens pris par l'Entrepreneur pour réduire les poussières et les particules sont inadéquats.
 - .8 Lors du passage des véhicules, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que la poussière ne soit pas perceptible à plus de 30 cm par rapport à la surface du sol.
 - .9 L'Entrepreneur est tenu de respecter les normes de qualité de l'air ambiant aux limites des emprises des terrains utilisés tel que prévu par la réglementation.

1.13 GESTION DES NUISANCES

- .1 L'Entrepreneur doit s'assurer que ses activités respectent en tout temps les niveaux sonores limites suivants correspondant à un niveau statistique maximal $L_{10\%}$ de :

- .1 $L_{10\%} = 75 \text{ dB(A)}$ le jour (7 h à 19h).
- .2 $L_{10\%} = L_{Aeq} (\text{ambiant sans travaux}) + 5 \text{ dB(A)}$ le soir (19 h 01 à 22 h 00).
- .3 $L_{10\%} = L_{Aeq} (\text{ambiant sans travaux}) + 5 \text{ dB(A)}$ la nuit (22 h 01 à 6 h 59).
- .2 Sur demande du Représentant ministériel, l'Entrepreneur doit être en mesure de démontrer que ses activités respectent les niveaux sonores limites.
- .3 Veiller à ce que l'ensemble de la machinerie, des véhicules et des équipements utilisés dans le cadre des travaux respecte les normes de niveau sonore. Toute machinerie, véhicule ou équipement émettant un niveau sonore jugé au-dessus de la normale par le Représentant ministériel doit cesser le transport des matériaux ou être réparé ou modifié afin de le rendre acceptable.
- .4 Éviter le claquement des panneaux arrière des camions à benne lors du rabattement des bennes.
- .5 Localiser les équipements fixes tels que les génératrices, dans les endroits les plus éloignés des zones résidentielles, lorsque possible.
- .6 Tenir compte des vents dominants sur le site pour le choix de l'implantation des équipements fixes.
- .7 Vérifier le bon état des équipements ainsi que leur fonctionnement normal, utiliser des équipements homologués; si nécessaire agir sur les sources elles-mêmes (encoffrement, silencieux, etc.).
- .8 Si la topographie du site le permet, profiter des dénivellations de terrain existantes pour implanter, si possible, les équipements les plus bruyants dans des endroits où ils ne seront pas en vue directe des résidences.
- .9 Lorsqu'un équipement présente une directivité sonore, éviter que celle-ci soit dirigée vers les zones sensibles.
- .10 Si requis, installer des écrans antibruit portatifs autour des équipements fixes tels que les génératrices.
- .11 Si des équipements bruyants doivent être utilisés la nuit, prévoir un encoffrement de l'équipement ou un écran antibruit autour.
- .12 Orienter les sources d'éclairage vers l'intérieur du site afin de limiter la pollution lumineuse à l'extérieur du site.
- .13 Utiliser des luminaires qui limitent la diffusion de lumière vers le haut.
- .14 Limiter l'éclairage du site lorsqu'aucune activité n'a lieu (éclairage de sécurité uniquement).

1.14 GESTION ET RÉDUCTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES (DANGEREUSES ET NON DANGEREUSES)

- .1 Ramasser, trier et entreposer quotidiennement les différentes matières résiduelles générées selon qu'elles constituent des matières résiduelles récupérables ou des matières résiduelles vouées à l'élimination au sens du *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles* (REIMR) ou des matières dangereuses résiduelles (MDR) au sens du *Règlement sur les matières dangereuses* (RMD) en vigueur.
- .2 Mettre en œuvre des mesures pour favoriser la réduction des matières résiduelles ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des matériaux basé sur le principe des 3RVE.
- .3 Planifier les travaux de manière à empêcher tous matériaux ou débris de construction de se retrouver dans l'eau. Il est aussi interdit d'éliminer tous les rebuts en les déversant dans le golfe ou l'anse ou encore dans les égouts pluviaux ou sanitaires.
- .4 Si applicable, trier et entreposer les sols propres et la terre végétale excavés pour valorisation sur le site et réduire au minimum leur gestion hors site.
- .5 Toutes les matières résiduelles, les débris et les matériaux de rebut ayant été en contact avec les sols contaminés ou un contaminant (les pierres souillées par le déversement de produit pétrolier lourd) doivent être nettoyées sur une aire imperméable où s'il y a lieu, les eaux de lavage doivent être récupérées et gérées selon la réglementation applicable et les autorisations émises pour les travaux.
- .6 Les matières résiduelles, les débris et les matériaux de rebut doivent être entreposés à l'intérieur de conteneurs étanches recouverts ou sur une surface imperméable recouverte d'une toile imperméable jusqu'à leur élimination, le tout selon les indications du Représentant ministériel.
- .7 Fournir copie des bordereaux/manifestes de transport et des billets de pesée pour l'élimination des matières résiduelles et des matières recyclées ou valorisées au Représentant ministériel.

1.15 PROTECTION DU TERRITOIRE

- .1 Tous les terrains utilisés par l'Entrepreneur qui sont situés à l'extérieur de l'aire de travail et qui seront utilisés pour exécuter les travaux devront préalablement être autorisés par la municipalité, la MRC et le MDDELCC.
- .2 Si l'Entrepreneur décide d'utiliser un ou d'autres terrains que ceux qui se trouvent sur l'aire de travail, il doit :
 - .1 Démontrer qu'il a favorisé les terrains non boisés avant les terrains boisés.
 - .2 Considérer que toute occupation doit être à un minimum de 20 m de tout milieu humide et de tout cours d'eau.
 - .3 Il doit prendre en considération que les eaux d'assèchement des déblais sont salées. Par conséquent, pour rejeter ces eaux dans l'environnement, les eaux doivent respecter les normes de rejets pour les différents contaminants mais aussi tenir compte de la salinité. Les eaux salées ne peuvent être rejetées dans un cours d'eau,

d'eau douce, un marais, etc. L'eau salée ne peut être rejetée qu'en milieu marin en respectant les normes de rejet du MDDELCC.

- .4 S'assurer d'être suffisamment éloigné des résidences, écoles et autres bâtiments à vocation institutionnelle afin d'éviter toute nuisance liée aux activités de l'Entrepreneur (bruit, odeur, poussière, etc.). À cet effet, l'Entrepreneur sera responsable de mettre en place les mesures d'atténuation nécessaires dans le cas d'éventuelles nuisances se rapportant à ses activités.
- .5 Considérer les délais d'obtention des autorisations (exemple : municipalité, MRC, MDDELCC) pour réaliser ses activités sur les terrains choisis. L'obtention de ces autorisations dans les délais requis pour respecter l'échéancier des travaux est sous l'entière responsabilité de l'Entrepreneur.
- .3 Protection des lieux – caractérisation des terrains :
 - .1 Le Ministère aura établi l'état de référence de l'aire de travail. Si l'Entrepreneur décide d'aménager l'aire temporaire de travail proposé par le Ministère, il devra fournir au Représentant ministériel, les certificats d'analyse démontrant que le remblai utilisé ne présente aucune contamination.
 - .2 L'Entrepreneur doit établir un état de référence environnemental, s'il utilise un autre ou d'autres sites que l'aire de travail proposée à l'aide de vidéos et de photographies détaillant l'état des différents sites ainsi que des infrastructures, ouvrages, constructions et bâtiments s'y trouvant (site des travaux et sites avoisinants).
 - .3 L'Entrepreneur doit déposer un rapport de l'état de référence environnemental des sites qu'il désire utiliser pour réaliser les travaux autre que l'aire identifiée par la Ministère :
 - .1 Réaliser une évaluation environnementale de site phase I (ÉES phase I) pour chaque site utilisé suivant les exigences et recommandation des documents suivants :
 - .1 Norme de l'Association canadienne de normalisation CSA Z768-01 – *Évaluation environnementale de site, phase I*.
 - .2 Réaliser une caractérisation environnementale de site phase II (CES phase II) incluant la caractérisation des sols pour chaque site utilisé suivant les exigences et recommandations des documents suivants :
 - .1 LQE du gouvernement du Québec.
 - .2 RPRT du gouvernement du Québec.
 - .3 *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* du MDDELCC.
 - .4 *Guide de caractérisation des terrains* du MDDELCC.
 - .5 *Guides d'échantillonnage à des fins environnementales* du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ).
 - .3 L'ÉES phase I et la CES phase II doivent être réalisées par une firme indépendante spécialisée dans ce type d'étude.
 - .4 Aucune activité n'est permise sur les sites concernées avant que le Représentant ministériel n'est donné une approbation écrite à l'Entrepreneur de procéder suite à la revue des rapports des ÉES phase I et des CES phase II.

- .4 Délimiter adéquatement les aires de travail afin de limiter les déplacements en dehors de celles-ci.
- .5 Prévoir des mesures de protection des propriétés avoisinantes :
 - .1 S'assurer de minimaliser les impacts négatifs sur les propriétés des tiers.
 - .2 S'assurer de minimaliser les impacts négatifs sur les activités économiques pratiquées dans la région.
 - .3 Tout préjudice porté aux propriétés avoisinantes doit être corrigé aux frais de l'Entrepreneur.
- .6 Suite à l'achèvement des activités de l'Entrepreneur et du retrait de ses infrastructures des sites utilisés, réaliser une CES phase II sur chaque site qu'il a utilisé, y compris le terrain du Ministère, suivant les mêmes exigences que celles citées à l'article 1.14.3.2.2 et fournir les rapports au Représentant ministériel. La CES phase II après travaux doit cibler, entre autres, les zones utilisées pour l'entreposage des matériaux, l'entreposage des eaux usées, l'entreposage des carburants et autre matières potentiellement dangereuses et pour tout autre activité susceptible d'avoir contaminé les sols.
- .7 S'il est constaté que l'état environnemental des sites utilisés a été détérioré par les activités de l'Entrepreneur (augmentation de la contamination pour une substance donnée), ce dernier doit procéder à la réhabilitation du ou des sites concernés à ses frais et conformément à la réglementation en vigueur et aux ententes conclues avec les propriétaires.

1.16 UTILISATION DES RESSOURCES

- .1 Généralités :
 - .1 Favoriser l'utilisation, pour les présents travaux, des matériaux et des produits qui ont été récupérés et remis à neuf.
 - .2 Favoriser l'utilisation de produits, de matériaux et de systèmes contenant des matières recyclées post-consommation ou post-industrielles.
- .2 Consommation d'eau :
 - .1 Limiter au minimum l'utilisation d'eau et veiller à ne pas laisser couler l'eau inutilement.
 - .2 Favoriser la réutilisation/recirculation d'eau, avec ou sans traitement, lorsque réalisable.
- .3 Matières dangereuses, produits pétroliers et huiles hydrauliques :
 - .1 Minimaliser l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO).
 - .2 Utiliser des huiles hydrauliques biodégradables de type HF pour la machinerie utilisée dans et en périphérie du cours d'eau (sur l'eau, sur la rive, sur le quai, à l'intérieur de la bande riveraine), à l'exception des camions dans lesquels des huiles hydrauliques conventionnelles peuvent être utilisées.
 - .3 Utiliser des lubrifiants écologiques pour l'entretien des moteurs.
- .4 Énergie :

- .1 Si nécessaire, utiliser des équipements de signalisation fonctionnant à l'énergie solaire.
- .2 Utiliser, si l'approvisionnement est possible, des carburants contenant un minimum de 5 % de carburant renouvelable de 2e génération (biocarburants tels que le biodiesel B5 ou le bioéthanol E5).
- .3 Éviter l'utilisation des biocarburants de première génération (ex. éthanol produit directement à partir de grains de maïs).
- .5 Matériaux granulaires :
 - .1 Pour toute construction en eau, utiliser des matériaux répondant à la section 35 31 24 du présent afin de minimaliser la mise en suspension de sédiments dans l'eau, l'émission de poussières et l'emportement des matériaux par les courants.
- .6 Bois :
 - .1 Lorsqu'il peut être en contact direct avec l'eau, éviter d'utiliser du bois traité au CCA ou au créosote afin de ne pas contaminer l'eau de surface.
- .7 Éclairage :
 - .1 Utiliser des appareils d'éclairage certifiés à haute efficacité énergétique.
 - .2 Utiliser un dispositif d'arrêt automatique (cellule photosensible) de l'éclairage de sécurité (éclairage de nuit lorsqu'aucune activité n'a lieu).

1.17 PROTECTION DES INFRASTRUCTURES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

- .1 Vérifier la présence d'infrastructures souterraines ou sous-marines (conduites et câbles, etc.) avant la mise en place du chantier.
- .2 Conserver les numéros de téléphone d'urgence des divers services présents sur le site afin d'accélérer le processus d'intervention en cas d'incidents impliquant l'un de ces services.
- .3 Assurer un contrôle strict de l'accès au site et mettre en place les infrastructures nécessaires pour empêcher toute intrusion à proximité de la Zone d'intervention. Si nécessaire, embaucher un gardien.

1.18 MESURES D'URGENCE EN CAS DE DÉVERSEMENT

- .1 Le Plan des mesures d'urgence en cas de déversement doit être disponible sur chacun des sites utilisés par l'Entrepreneur.
- .2 Tous les employés du chantier doivent avoir reçu une formation minimale au sujet du Plan des mesures d'urgence en cas de déversement et les intervenants doivent obtenir la formation nécessaire à leur type d'intervention.
- .3 Les systèmes de stockage visés par le *Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés* du gouvernement du Canada doivent posséder leur plan d'urgence propre tel qu'exigé au règlement. Les plans d'urgence de tous les systèmes de

stockage prévus dans le cadre du présent mandat doivent être fournis au Représentant ministériel.

- .4 Durant les travaux, afficher un schéma d'intervention et une structure d'alerte (incluant le nom, téléphone et rôle des différents intervenants) dans des endroits faciles d'accès et à la vue de tous les employés.
- .5 Communication :
 - .1 En cas de déversement/émission accidentel déclenchant le Plan des mesures d'urgence, aviser immédiatement le Représentant ministériel de l'évènement.
 - .2 En cas de déversement, rapporter immédiatement la situation aux intervenants. Rapporter également immédiatement la situation au Service d'urgence d'Environnement Canada (1-866-283-2333) et à Urgence Environnement du Québec (1-866-694-5454) et à la Garde côtière canadienne – pollution maritime (1-800-363-4735) pour un déversement maritime.
- .6 Matériel d'intervention :
 - .1 Avoir sur place du matériel d'intervention en cas de déversement accidentel de contaminants, dont un dispositif de captage des phases flottantes pouvant être rapidement déployé tel que des estacades flottantes (une longueur minimale de 100 m munie d'une bavette de 30 cm minimum), ainsi que des clôtures anti-érosion et/ou des bottes de foin (pour contenir les déversements accidentels de sédiments contaminés sur terre et pour prévenir la migration des particules fines issues de l'érosion de remblais temporaires et de secteurs remaniés vers des zones terrestres et aquatiques).
 - .2 L'Entrepreneur doit également avoir à sa disposition sur le quai et à deux (2) endroits sur la rive, une trousse pour le contrôle de déversement accidentel (total de trois (3) trousse). Chaque trousse doit comprendre au minimum les composantes suivantes (ou l'équivalent qui doit être approuvé par le Représentant ministériel) :
 - .1 Un (1) baril de récupération d'une capacité minimale de 285 litres (75 gallons US).
 - .2 Cent (100) feuilles absorbantes de 340 g (12 oz CAN).
 - .3 Quinze (15) boudins de 0,07 m de largeur par 1,2 m de longueur.
 - .4 Huit (8) boudins de 0,1 m de largeur par 3 m de longueur.
 - .5 Neuf (9) kg d'absorbant granulaire.
 - .6 Un (1) couvre-drain.
 - .7 Une (1) pelle.
 - .8 Des sacs à ordures robustes et étanches.
 - .9 De la pâte de colmatage.
 - .3 Avoir, en tout temps, sur le chantier/lieu de travail, des matières absorbantes afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement de matière dangereuse ou de produits pétroliers et s'assurer que les inventaires minimum des trousse soient complets. Une réserve de matériel de rechange est nécessaire.

- .4 Si l'intervention d'urgence dans le cas d'un déversement ou de toute autre urgence environnementale est jugée inefficace par le Représentant ministériel, ce dernier peut diriger les interventions dont les coûts seront à la charge de l'Entrepreneur.

1.19 NETTOYAGE DES ÉQUIPEMENTS, DU CHANTIER ET DES AIRES DE TRAVAIL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément aux sections 01 74 11 – Nettoyage.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 AUTO-SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS ET CONFORMITÉ

- .1 L'Entrepreneur est responsable de la surveillance de ses activités afin qu'elles soient réalisées conformément aux exigences contractuelles et légales.
- .2 L'Entrepreneur devra compléter et remettre, sur une base hebdomadaire, un rapport de surveillance environnementale démontrant que les différentes prescriptions ont été vérifiées et sont conformes aux exigences du devis. Tout écart aux exigences devra être documenté via le rapport de non-conformité.
- .3 À la fin des travaux, l'Entrepreneur doit remettre au Représentant ministériel, un rapport exhaustif démontrant la conformité de ses activités aux exigences de performance du Projet et aux exigences environnementales. Le rapport doit intégrer au moins tous les éléments décrit à la section 01 74 25 Déchets solides.

3.2 AVIS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Toute non-conformité environnementale doit être corrigée immédiatement lorsque détecté par l'Entrepreneur ou immédiatement après son signalement (verbal ou écrit) par le Représentant ministériel.
- .2 Le Représentant ministériel ordonnera l'arrêt des travaux occasionnant toute non-conformité ayant un impact sur la santé, la sécurité, l'environnement et l'intégrité des structures, infrastructures et installations, jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient mises en œuvre.
- .3 L'Entrepreneur doit attendre d'avoir obtenu l'approbation du Représentant ministériel avant de procéder à la mise en œuvre des mesures correctives proposées.
- .4 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant ministériel chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, une autorisation, un critère établi, ou à tout autre élément du présent devis et du Programme de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.

- .5 Suite à la réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit compléter un rapport décrivant la non-conformité, la correction immédiate, la cause et proposer des mesures correctives au Représentant ministériel de sorte que la non-conformité ne survienne pas à nouveau. Il doit mettre les actions correctives en œuvre suite à l'approbation du Représentant ministériel.
- .6 Aucun délai supplémentaire, aucun ajustement ni aucun paiement supplémentaire ne seront accordés pour l'arrêt des travaux, pour les corrections immédiates, de même que pour les actions correctives.

FIN DE LA SECTION